

à la tâche et devenir plus concurrentiels et plus productifs.»

Hier, le taux préférentiel était de 14,75 p. 100, mais le ministre des Finances ne prévoit pas un fléchissement dans un avenir rapproché. D'ailleurs, l'Institut C.D. Howe dit qu'au moins deux ans doivent s'écouler avant qu'une politique de resserrement budgétaire ne se répercute sur l'inflation. Autrement dit, que les Canadiens se comptent chanceux si la conjoncture s'améliore sensiblement avant la fin de l'année. C'est du pareil au même. Les taux d'intérêt augmentent régulièrement depuis trois ans parce que le gouvernement dit: «Nous devons protéger le dollar. Nous devons faire monter considérablement la valeur du dollar. Nous devons attirer des capitaux étrangers et promouvoir la croissance et le dynamisme par l'intermédiaire de l'investissement étranger.»

Ce n'est pas l'industrie manufacturière qui attire ces fonds-là. Les taux d'intérêt élevés font rouler le capital étranger, bien sûr, mais les industries ne profitent pas de cet argent. Le contraire se produirait si l'investisseur étranger avait confiance dans l'économie canadienne et dans le dynamisme de notre marché. Dans ce cas, nous aurions de plus en plus d'investissements et les mécanismes de croissance et de développement seraient en place. Le marché du consommateur serait en pleine expansion et les Canadiens seraient confiants dans l'avenir.

Le ministre des Finances prétend que nous devons maintenir la confiance des autres pays envers notre économie. Je ne sais pas comment on peut faire pour conserver cette confiance. Ce qu'il veut dire, monsieur le Président, c'est tout simplement que cette politique de l'argent cher permet à son gouvernement d'attirer au Canada des capitaux étrangers dont il se sert pour financer une dette qu'il a créée lui-même et un déficit qu'il est incapable d'éponger.

Les Canadiens avertis ont une idée différente de ce qui se passe dans le monde. Ils comprennent la nécessité de juguler l'inflation. Ils comprennent également que ce ne sont pas les dépenses à la consommation qui exercent les plus fortes pressions inflationnistes, mais les mesures que prend le gouvernement, comme l'augmentation des impôts, la politique de l'argent cher, la hausse des tarifs postaux et l'augmentation des frais de scolarité et des frais de transport, qui sont tous directement la conséquence d'une mauvaise gestion de l'économie et non pas de la hausse des dépenses à la consommation. Toutes

Initiatives ministérielles

ces mesures ne font que diminuer les dépenses à la consommation, d'ailleurs. Je crois que les simples citoyens ont bien plus le sens des responsabilités que le ministre des Finances et ses collègues du Cabinet, qui ont inventé ce plan économique en leur nom.

La plupart des Canadiens se rendent compte qu'en pareilles circonstances—et ils le rappellent presque en suppliant, parce que le ministre des Finances est le genre à se vanter d'être le seul à avoir raison—que la politique de l'argent cher n'est peut-être pas le bon moyen de combattre l'inflation.

Certains laissent même entendre que le gouvernement devrait avoir davantage le sens des responsabilités dans sa façon de dépenser et d'augmenter ses recettes. Même le trésorier de l'Ontario, M. Nixon, convient que les taux d'intérêt doivent tomber pour éviter un ralentissement encore plus marqué de l'économie au Canada. Selon lui, on ne doit pas comparer le taux actuel de l'inflation à celui de 12 p. 100 ou plus qui existait il y a environ huit ans. Un taux d'escompte plus bas et un dollar moins fort rendront notre économie beaucoup plus concurrentielle.

Avant de parler de ce projet de loi, nous devrions voir auparavant quel genre de politique économique et financière le gouvernement devrait pratiquer pour rallier les Canadiens, une politique qui pourrait s'énoncer ainsi: «Oui, nous sommes d'accord avec vous, nous devrions accroître la masse monétaire pour mettre en oeuvre ce genre de politique.»

Le gouvernement demande aujourd'hui 25,5 milliards de dollars. Si nous acceptions, les Canadiens financeraient le mépris du gouvernement conservateur pour le droit du Parlement et de tous les Canadiens de discuter dans un contexte sain toutes les orientations économiques et financières qui se répercutent sur les programmes sociaux, l'économie et les contrats, tant explicites qu'implicites, des Canadiens avec leur gouvernement.

Nous ne pouvons pas appuyer le projet de loi parce qu'ainsi, nous minerions les principes sociaux fondamentaux du Canada.

Je regrette de manquer de temps. Je demande à mon collègue si je ne pourrais pas continuer pendant la période des questions et commentaires?

M. Wilbee: Monsieur le Président, j'ai été stupéfait par ce que j'ai entendu. Certaines déclarations m'ont amené à me demander où au juste siège le député.